

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201479]

**14 FEVRIER 2019. — Décret relatif à l'aide aux aînés et portant modification du Livre V du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées en l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Dans l'article 43, § 3, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « le bourgmestre » et les mots « peut agir ».

**Art. 3.** L'article 43/7 du même Code, inséré par l'article 10 du décret du 8 novembre 2018 relatif aux organismes assureurs et portant modification du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, est complété par un 11<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 11<sup>o</sup> le prix de location de la chambre en faveur des résidents visés à l'article 410/2. ».

**Art. 4.** Dans chacune des dispositions du Livre V de la seconde partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé où ils apparaissent, les mots « lit » et « lits » sont chaque fois remplacés respectivement par les mots « place » et « places ».

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives au dispositif d'hébergement d'accueil des aînés*

**Art 5.** Dans l'article 334 du même Code, modifié par le décret 20 février 2014 modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> résident : l'aîné de septante ans au moins qui est hébergé ou accueilli dans un établissement pour aînés, à l'exception des résidences-services, ainsi que toute autre personne de moins de septante ans qui, à titre exceptionnel et selon les modalités fixées par le Gouvernement, y est hébergée ou accueillie; »;

b) au 2<sup>o</sup>, c), l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« résidence-services : un ou plusieurs bâtiments constituant un ensemble fonctionnel, adapté spécifiquement à la prise en charge des résidents tels que visés au 334, 1<sup>o</sup>, afin de favoriser leur maintien dans un environnement de vie autre qu'une structure d'hébergement collective pour personnes âgées, quelle qu'en soit la dénomination :

i) soit géré par une personne physique ou morale, qui, à titre onéreux, offre à ses résidents des logements leur permettant de mener une vie indépendante ainsi que des services auxquels ils peuvent faire librement appel;

ii) soit procurant des services à l'exception du logement dans un immeuble ou groupe d'immeubles soumis au régime de la copropriété des articles 577-2 et suivants du Code civil. ».

**Art. 6.** A l'article 336, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du même Code, modifié par le décret du 21 février 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le a) est complété par les mots « ou présentant des troubles cognitifs majeurs ou diagnostiqués déments »;

2<sup>o</sup> le e) est remplacé par ce qui suit : « e) le projet de vie de l'établissement; ».

**Art. 7.** L'article 338 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 338. Les établissements pour aînés améliorent de manière continue et assurent la qualité des services rendus en étant centrés sur les besoins, les attentes et le respect des résidents.

Le Gouvernement arrête les mesures nécessaires afin de favoriser l'amélioration continue et la qualité et de développer une volonté de tendre vers l'excellence en la matière. ».

**Art. 8.** Dans l'article 339 du même Code, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le règlement d'ordre intérieur définissant les droits et devoirs des résidents et du gestionnaire et répondant aux conditions de l'article 359, 8<sup>o</sup>, et le projet de vie de l'établissement prévu à l'article 359, 10<sup>o</sup>, sont remis aux résidents ou à leurs représentants avant la signature de la convention d'hébergement ou d'accueil. ».

**Art. 9.** Dans la deuxième partie, Livre V, Titre I, du même Code, au chapitre V, il est inséré un article 341/1, rédigé comme suit :

« Art. 341/1. Au sein de la Commission « Accueil et hébergement des personnes âgées » visée à l'article 15, les membres négocient une convention unique, pour tous les établissements d'accueil et d'hébergement des aînés, fixant les prix maxima à facturer aux résidents. Les prix maxima portent sur les prix de base et les suppléments facturables aux résidents.

Les prix négociés visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont modulés au minimum en fonction de la taille, de la localisation, ou des infrastructures spécifiques des établissements pour aînés.

La convention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est proposée à l'ensemble des établissements pour aînés.

Les établissements pour aînés décident d'adhérer ou de ne pas adhérer à la convention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Seuls les établissements pour aînés adhérant à la convention bénéficient de la majoration du prix prévue à l'article 410/2 sans préjudice des articles 342 et suivants. ».

**Art. 10.** L'article 342 du même Code, modifié par le décret du 20 février 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 342. Sans préjudice d'une augmentation de prix autorisée en application de l'article 359, 2<sup>o</sup>, en cas de nouvelle construction, de travaux de transformation de l'établissement pour aînés sur le même site ou de nouvelle construction ou réhabilitation sur un autre site impliquant le transfert des places de l'établissement existant, les résidents ou les personnes accueillies présents avant le début des travaux conservent un droit au maintien du prix d'hébergement ou d'accueil existant avant le début des travaux, tel qu'il était facturé avant le déménagement.

La convention d'hébergement ou d'accueil conclue après le début des travaux précisera clairement qu'un nouveau prix peut être appliqué à l'échéance des travaux.

Sauf dérogation prévue par le Gouvernement, le changement de chambre d'un résident décidé par l'établissement pour des raisons liées à son état de santé implique le droit au maintien du prix d'hébergement. ».

**Art. 11.** L'article 346 du même Code, modifié par le décret du 20 février 2014, est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Au regard des modalités de détermination des quotas prévus au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, au paragraphe 2, alinéa 3, et au paragraphe 3, alinéa 3, le gestionnaire relevant d'un secteur, au sens de l'article 345, 3<sup>o</sup>, peut s'associer dans le cadre de la création d'un nouvel établissement pour aînés, à un gestionnaire relevant d'un autre secteur, et confier à ce dernier la gestion de places en accord de principe qui ne bénéficient pas d'un titre de fonctionnement via la conclusion d'une convention de partenariat.

Cette faculté d'association est organisée sans préjudice du chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale et dans le respect du chapitre IV du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux ASBL communales.

La conclusion d'une convention de partenariat n'entraîne pas de transfert des places du quota d'un secteur vers celui d'un autre : les places sont maintenues dans la répartition des quotas en fonction du secteur auquel l'accord de principe est accordé.

Le Gouvernement arrête les conditions et les modalités d'application du présent paragraphe, et notamment le contenu minimal de la convention visée à l'alinéa 3. ».

**Art. 12.** L'article 348, § 1<sup>er</sup>, du même Code, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Concernant le 3<sup>o</sup>, le Gouvernement détermine les situations et les conditions dans lesquelles le transfert sur un autre site concerne des arrondissements contigus en contribuant au respect de la programmation entre les différents arrondissements. ».

**Art. 13.** A l'article 349 du même Code, modifié par les décrets du 21 février 2013 et du 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 2, est complété par ce qui suit :

« Concernant le 4<sup>o</sup>, le Gouvernement prévoit des modalités particulières pour les arrondissements frontaliers, afin de tenir compte de résidents provenant de pays limitrophes. »;

2<sup>o</sup> il est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement arrête les critères de priorité dans la liste d'attente. Ces critères portent sur :

1<sup>o</sup> la programmation trop faiblement réalisée au sein de l'arrondissement dans lequel se situe l'établissement;

2<sup>o</sup> l'ancienneté de la demande;

3<sup>o</sup> le secteur de l'établissement. ».

**Art. 14.** L'article 351 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 351. L'accord de principe accordé par le Gouvernement perd ses effets si le titre de fonctionnement n'a pas été accordé dans le délai de 5 ans.

Le Gouvernement prévoit les conditions et les modalités auxquels il est dérogé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 15.** L'article 359, 10<sup>o</sup>, du même Code est complété par ce qui suit :

« f) les dispositions visant à garantir le respect de la vie affective, relationnelle et sexuelle des résidents, quelle que soit leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. ».

**Art. 16.** L'article 360 du même Code, modifié par le décret du 21 février 2013, est complété par les mots « ou présentant des troubles cognitifs majeurs ou diagnostiqués dément ».

**Art. 17.** A l'article 365 du même Code, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Tous les trois ans, le gestionnaire d'un établissement pour aînés rédige, un rapport portant sur la qualité des services, des soins, de l'encadrement et de l'infrastructure, les mesures d'hygiène, le projet de vie, l'accompagnement des résidents et la démarche d'amélioration continue des pratiques. ».

#### CHAPITRE III. — *Disposition relative au dispositif de lutte contre la maltraitance des aînés*

**Art. 18.** A l'article 380, 2<sup>o</sup>, du même Code, le premier tiret est abrogé.

**Art. 19.** A l'article 383 du même Code, modifié par le décret 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « soumis à l'avis de la Commission wallonne des aînés visée dans le Livre 1<sup>er</sup> de la première partie du présent Code avant d'être » sont abrogés;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, 4<sup>o</sup>, les mots « en collaboration avec la Commission wallonne des aînés visée dans le Livre 1<sup>er</sup> de la première partie du présent Code » sont abrogés.

#### CHAPITRE IV. — *Disposition relative aux centres de services communs*

**Art. 20.** Dans l'article 400 du même Code, au 2<sup>o</sup>, le mot « 393 » est remplacé par le mot « 394 ».

#### CHAPITRE V. — *Dispositions relatives au prix de location de la chambre applicables aux établissements d'accueil et d'hébergement des aînés*

**Art. 21.** Dans le Livre V de la seconde partie du même Code, il est inséré un Titre VI intitulé : « Prix de location de la chambre applicable aux établissements d'accueil et d'hébergement pour aînés ».

**Art. 22.** Dans le Titre VI, ajouté par l'article 20, il est inséré un article 410/1, rédigé comme suit :

« Art. 410/1. Au sens du présent Titre, l'on entend par :

1<sup>o</sup> la maison de repos : l'établissement visé à l'article 334, 2<sup>o</sup>, a);

2<sup>o</sup> la maison de repos et de soins : l'établissement défini à l'article 334, 2<sup>o</sup>, b);

3<sup>o</sup> le centre d'accueil de jour : l'établissement visé à l'article 334, 2<sup>o</sup>, d);

4<sup>o</sup> le centre de soins de jour : l'établissement visé à l'article 334, 2<sup>o</sup>, f);

5<sup>o</sup> le court-séjour : le séjour visé à l'article 334, 2<sup>o</sup>, g);

6° l'établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés : une maison de repos, une maison de repos et de soins, en ce compris pour le court-séjour, un centre d'accueil de jour ou un centre de soin de jour;

7° la construction : la construction d'un établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés comprenant toujours un gros œuvre;

8° l'extension : la construction neuve attenante à un établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés existant et avec lequel elle constitue un ensemble fonctionnel garantissant l'unicité de gestion;

9° la transformation : toute intervention matérielle à l'exception de l'extension et des travaux de remplacement indispensables en raison de l'usure, visant à l'amélioration ou à la rénovation d'un établissement existant ou susceptible d'être affecté à une destination fonctionnelle d'établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés;

10° le reconditionnement : l'adaptation des infrastructures d'un établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés existant afin que ces dernières répondent aux normes fixées eu égard à sa destination;

11° la reconversion : l'adaptation des infrastructures d'un établissement existant afin que ces dernières répondent aux normes en vigueur en matière d'accueil et d'hébergement des aînés;

12° le juste prix : la valeur théorique de reconstruction à neuf de l'infrastructure de l'établissement d'accueil et d'hébergement, basée sur le profil de chaque établissement, estimé hors T.V.A., frais généraux, frais de pré-exploitation et de financement;

13° le prix de location de la chambre : la capacité de facturation couvrant de façon théorique soixante pour cent de l'intervention du résident dans les frais de construction, de reconstruction, d'extension, de transformation, de reconditionnement et de reconversion, du matériel et des équipements, ainsi que les frais de financement y associés, pour les maisons de repos, maisons de repos et de soins et centres de soins de jours émergents aux plans de construction visés à l'article 410/12. ».

**Art. 23.** Dans le même Titre VI, il est inséré un article 410/2, rédigé comme suit :

« Art. 410/2. Sans préjudice de l'application de l'article 43/7, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, les établissements d'accueil et d'hébergement sont autorisés à facturer un prix de location de la chambre aux résidents.

Ce prix est à charge des organismes assureurs wallons, selon les conditions et les modalités définies par et en vertu du présent Titre. ».

**Art. 24.** Dans même Titre VI, il est inséré un article 410/3, rédigé comme suit :

« Art. 410/3. L'établissement d'accueil et d'hébergement qui demande l'autorisation de facturer le prix de location de la chambre, visé à l'article 410/2, respecte les conditions suivantes aussi longtemps qu'il procède à la facturation de ce prix :

1° adhérer à la convention établie en vertu de l'article 341/1, et signée au sein de la « Commission Accueil et hébergement des personnes âgées » visée à l'article 15;

2° disposer et maintenir un volume et une qualité de l'emploi ainsi qu'un taux d'encadrement dont le seuil est déterminé par le Gouvernement;

3° favoriser la mixité sociale au sein de l'établissement d'accueil et d'hébergement;

4° offrir une diversité d'au moins trois dispositifs parmi les suivants : la maison de repos, la maison de repos et de soins, l'unité adaptée pour personnes désorientées, le court séjour, le centre d'accueil de jour, le centre de soins de jour, la résidence services ou tout dispositif complémentaire précisé par le Gouvernement.

Le Gouvernement précise les critères visés au présent article et leurs modalités d'application. ».

**Art. 25.** Dans même Titre VI, il est inséré un article 410/4, rédigé comme suit :

« Art. 410/4. Le prix de location de la chambre visé à l'article 410/3 est composé de trois parties calculées de façon forfaitaire :

1° le prix à la construction qui vise le financement théorique des charges liées aux constructions, aux reconstructions, aux extensions, transformations, reconditionnements et reconversions;

2° le prix du matériel et des équipements qui vise le financement théorique des charges liées à l'achat des équipements;

3° le prix des coûts liés à la pré-exploitation et aux charges financières engendrés par les différentes parties du prix qui doivent être préfinancées selon des cycles de vies différents en fonction des parties visées aux 1° et 2°. ».

**Art. 26.** Dans même Titre VI, il est inséré un article 410/5, rédigé comme suit :

« Art. 410/5. Le prix de location de la chambre est calculé et arrêté annuellement par le Gouvernement sur la base du juste prix de chaque établissement d'accueil et d'hébergement, fixé conformément à l'article 410/6.

Les principes suivants sont d'application pour le calcul du prix de location :

1° les règles de calcul et l'application de ces règles sont identiques pour l'ensemble des établissements d'accueil et d'hébergement;

2° le résultat du calcul est individualisé pour chaque établissement d'accueil et d'hébergement, pour tenir compte de son profil, établi au départ du juste prix. ».

**Art. 27.** Dans même Titre VI, il est inséré un article 410/6, rédigé comme suit :

« Art. 410/6. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement détermine le juste prix, qui correspond à un nombre de mètres carrés maximum et à un coût maximum par mètre carré admissibles à la facturation.

Le Gouvernement fixe le mode de calcul et d'adaptation du juste prix en tenant compte des éléments suivants, constitutifs du profil de l'établissement d'accueil et d'hébergement :

1° le nombre de places en maison de repos et maison de repos et de soins;

2° le nombre de places en centres d'accueil et centres de soins de jour;

3° le nombre de places en unité adaptée pour personnes désorientées;

4° le nombre de places en court-séjour.

§ 2. Le Gouvernement établit un prix par mètre carré et un nombre de mètres carrés admissibles à la facturation. Il arrête par ailleurs les modalités d'indexation du juste prix. ».

**Art. 28.** Dans même Titre VI, il est inséré un article 410/7, rédigé comme suit :

« Art. 410/7. Pour tout établissement d'accueil et d'hébergement, la partie relative au prix à la construction, visée à l'article 410/4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, correspond à deux pour cent du coût maximum au mètre carré pour chaque partie fixé conformément au juste prix visé à l'article 410/6, multiplié par le nombre de mètres carrés retenus pour l'établissement d'accueil et d'hébergement dans le cadre des plans de construction successifs arrêtés par le Gouvernement en vertu de l'article 410/12.

Le prix ainsi arrêté est majoré des montants correspondant au taux de T.V.A. en vigueur pour les travaux de construction et des frais généraux fixés forfaitairement à dix pour cent. ».

**Art. 29.** Dans le même Titre VI, il est inséré un article 410/8, rédigé comme suit :

« Art. 410/8. Pour tout établissement d'accueil et d'hébergement, la partie relative au prix du matériel et des équipements, visée à l'article 410/4, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, correspond à zéro virgule neuf pour cent du coût maximum au mètre carré fixé conformément au juste prix, pour la partie relative à la construction des bâtiments visée à l'article 410/6, multiplié par le nombre de mètres carrés retenus pour l'établissement d'accueil et d'hébergement dans le cadre des plans de construction successifs arrêtés par le Gouvernement en vertu de l'article 410/12.

Ce prix est majoré des montants correspondant au taux de T.V.A. en vigueur et de frais généraux fixés forfaitairement à cinq pour cent. ».

**Art. 30.** Dans le même Titre VI, il est inséré un article 410/9, rédigé comme suit :

« Art. 410/9. La partie visant le prix des coûts liés à la pré-exploitation et aux charges financières, visés à l'article 410/4, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, est calculée sur une base forfaitaire et varie en fonction de chaque partie visée à l'article 410/4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>. ».

**Art. 31.** Dans le même Titre VI, il est inséré un article 410/10, rédigé comme suit :

" Art. 410/10. Le Gouvernement détermine le mode de calcul des différentes parties du prix de location de la chambre en établissement d'accueil et d'hébergement visées aux articles 410/4 à 410/9. ».

**Art. 32.** Dans le même Titre VI, il est inséré un article 410/11, rédigé comme suit :

« Art. 410/11. Le prix de location tel que calculé en application des articles 410/7 à 410/10 est divisé pour obtenir un prix facturable à la journée d'hébergement ou d'accueil des aînés dans les établissements d'accueil et d'hébergement, définie à l'article 410/2.

Le Gouvernement détermine les modalités de calcul du diviseur visé à l'alinéa précédent en tenant compte des éléments suivants :

1<sup>o</sup> le nombre de journées passées en hébergement par rapport au nombre de places, en fonction des catégories de places;

2<sup>o</sup> le nombre de journées passées en centre de jour, en fonction du type de place du centre de jour : accueil ou soin.

Le diviseur est calculé sur la base des derniers éléments connus de l'Agence. Le Gouvernement prévoit les règles spécifiques et la ou les périodicités d'adaptation du diviseur. ».

**Art. 33.** Dans le même Titre VI, il est inséré un article 410/12, rédigé comme suit :

« Art. 410/12. § 1<sup>er</sup>. Les plans de construction successifs arrêtés par le Gouvernement tous les deux ans, ont pour objectif de planifier pour chaque établissement d'accueil et d'hébergement candidat l'introduction dans le plan de construction :

1<sup>o</sup> des mètres carrés relatifs au prix à la construction, calculé conformément à l'article 410/7, pour chaque partie visée à l'article 410/6;

2<sup>o</sup> du prix du matériel et des équipements, calculé conformément à l'article 410/8;

3<sup>o</sup> du prix des coûts liés à la pré-exploitation et aux charges financières liées aux différentes parties du prix qui doivent être préfinancées, calculés en vertu de l'article 410/9, pour les parties du prix visées à l'article 410/4.

§ 2. Le Gouvernement détermine le contenu et les modalités de transmission des programmes d'investissement des établissements d'accueil et d'hébergement qui demandent l'intégration dans le calcul des parties de location visées au paragraphe 1<sup>er</sup>. Il fixe, sur proposition de la Ministre de la Santé, les critères de sélection prioritaires pour l'introduction de programmes d'investissement dans les plans de construction.

Pour l'introduction des plans de construction, le Gouvernement peut tenir compte d'un indice de vétusté des bâtiments et des montants déjà pris en charge par les autorités publiques.

Par vétusté, il faut entendre l'état d'usure ou de détérioration résultant du temps ou de l'usage normal des matériaux et éléments d'équipement dont est constitué l'établissement d'accueil et d'hébergement.

Par indice de vétusté, il faut entendre le rapport entre la valeur comptable résiduelle et la valeur comptable d'acquisition.

Les programmes d'investissements répondent aux prescrits du présent Code en ce qui concerne les obligations à remplir par les établissements d'accueil et d'hébergement des aînés.

§ 3. Chaque établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés qui introduit un projet, pour autant qu'il soit retenu dans le cadre du plan de construction, se voit attribuer un nombre de mètres carré maximum admissibles à la facturation ainsi qu'une planification pluriannuelle de prise en compte de cette capacité de facturation des parties du prix visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 4. Chaque établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés est tenu d'enregistrer l'état de ses infrastructures dans un cadastre régional dont les modalités sont fixées par le Gouvernement. ”.

**Art. 34.** Dans le même Titre VI, il est inséré un article 410/13, rédigé comme suit :

« Art. 410/13. Les flux financiers générés par ou en vertu du présent Titre font l'objet d'un monitoring financier du Conseil de monitoring financier et budgétaire de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles institué par les articles 6 et 6/1. ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 35.** Le Gouvernement fixe la date d'abrogation du Titre V du Livre V de la deuxième partie du Code de l'Action sociale et de la Santé.

Aucune nouvelle demande s'appuyant sur les dispositions du Titre V du Livre V de la deuxième partie du Code de l'Action sociale et de la Santé ne peut valablement être introduite postérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. Les établissements d'accueil et d'hébergement pour aînés possédant un titre de fonctionnement lors de l'entrée en vigueur du présent décret disposent d'une période de dix ans pour se conformer à l'article 5, a).

§ 2. Par dérogation aux articles 9 et 24, dans l'attente de l'adoption de la convention visée à l'article 9, un prix, comprenant le prix à charge du résident ainsi que les suppléments qui sont limités à vingt pour cent du prix de base, est appliqué.

Le contrôle de l'Agence relatif au premier prix individualisé et au respect du prix visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> débute dans les cas suivants :

- 1° l'ouverture d'un nouvel établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés;
- 2° une extension d'un établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés existant;
- 3° une rénovation en profondeur partielle ou totale d'un établissement d'accueil et d'hébergement pour aînés.

**Art. 37.** Trois ans après l'entrée en vigueur du présent décret, le Gouvernement procède à son évaluation.

Le Gouvernement transmet le rapport issu de cette évaluation pour information au Parlement.

**Art. 38.** Le premier plan de construction, au sens de l'article 410/12 du Code, inséré par l'article 33 du présent décret, est arrêté à une date à fixer par le Gouvernement et au plus tôt pour le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Art. 39.** Le présent décret produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 14 février 2019.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique  
et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi  
et de la Formation,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,  
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,  
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

—  
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1244 (2018-2019) N<sup>os</sup> 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance plénière du 13 février 2019.

Discussion.

Vote.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201479]

**14 FEBRUARI 2019. — Decreet betreffende de hulpverlening aan bejaarde personen en tot wijziging van Boek V van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 43, § 3, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, worden de woorden « of diens afgevaardigde » ingevoegd tussen de woorden « de burgemeester » en de woorden « als verzoenende partij ».

**Art. 3.** Artikel 43/7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 10 van het decreet van 8 november 2018 betreffende de verzekeringsinstellingen en houdende wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, wordt aangevuld met een 11<sup>o</sup>, luidend als volgt :

« 11<sup>o</sup> de huurprijs van de kamer voor de bewoners bedoeld in artikel 410/2. ».

**Art. 4.** In elke bepaling van Boek V van het tweede deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid waarin ze voorkomen, worden de woorden « bed » en « bedden » telkens respectievelijk vervangen door de woorden « plaats » en « plaatsen ».

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de regeling met betrekking tot de opvangaccommodatie voor bejaarde personen*

**Art 5.** In artikel 334 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 1<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

« 1<sup>o</sup> bewoner : de bejaarde persoon van minstens zeventig jaar die in een inrichting voor bejaarde personen verblijft of opgevangen wordt, met uitzondering van de service-flats, alsmede elke andere persoon van minder dan zeventig jaar die er, bij wijze van uitzondering, verblijft of wordt opgevangen volgens de modaliteiten bepaald door de Regering; »;

b) in 2<sup>o</sup>, c), wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« service-flat : één of meer gebouwen die een functioneel geheel vormen, specifiek aangepast voor de zorgverlening aan bewoners zoals bedoeld in 334, 1<sup>o</sup>, om hun behoud in een leefomgeving te bevorderen die verschillend is van een gemeenschappelijke huisvestingsstructuur voor bejaarde personen, onder welke benaming ook :

i) hetzij beheerd door een natuurlijke of rechtspersoon die onder bezwarende titel woningen aan zijn bewoners aanbiedt waarin ze zelfstandig kunnen leven, alsook diensten waarop ze zelf een beroep kunnen doen;

ii) hetzij die diensten levert, met uitzondering van huisvesting, in een gebouw of groep van gebouwen onderworpen aan het stelsel van mede-eigendom in artikelen 577-2 en volgende van het Burgerlijk Wetboek. ».

**Art. 6.** In artikel 336, § 1, lid 2, 1<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 21 februari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> punt a) wordt aangevuld met de woorden « of met ernstige cognitieve stoornissen of als dement gediagnosticeerd »;

2<sup>o</sup> punt e) wordt vervangen als volgt : « e) het levensproject van de inrichting; ».

**Art. 7.** Artikel 338 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 338. De inrichtingen voor bejaarde personen verbeteren voortdurend en waarborgen de kwaliteit van de geleverde diensten dankzij hun focus op de behoeften, verwachtingen en respect van de bewoners.

De Regering neemt de nodige maatregelen om de constante verbetering en kwaliteit te bevorderen en om de bereidheid te ontwikkelen om te streven naar uitmuntendheid op dit gebied. ».

**Art. 8.** In artikel 339 van hetzelfde Wetboek wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Het huishoudelijk reglement waarin de rechten en plichten van de bewoners en de beheerder zijn vastgesteld en waarbij de voorwaarden van artikel 359, 8<sup>o</sup>, in acht worden genomen, en het levensproject van de inrichting bedoeld in artikel 359, 10<sup>o</sup>, worden vóór de handtekening van de huisvestings- of opvangovereenkomst aan de bewoners of aan hun vertegenwoordigers overhandigd. ».

**Art. 9.** In het Tweede Deel, Boek V, Titel I, Hoofdstuk V, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 341/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 341/1. In de Commissie « Opvang en huisvesting van bejaarde personen » bedoeld in artikel 15, onderhandelen de leden over één enkele overeenkomst, voor alle opvang- en huisvestingsinrichtingen voor bejaarde personen, waarbij de maximumprijzen voor de bewoners vastgesteld worden. De maximumprijzen betreffen de basisprijzen en de toeslagen die aan de bewoners gefactureerd kunnen worden.

De in lid 1 bedoelde onderhandelde prijzen worden ten minste aangepast aan de omvang, de locatie of de specifieke infrastructuur van de inrichtingen voor bejaarde personen.

De in lid 1 bedoelde overeenkomst wordt aan alle inrichtingen voor bejaarde personen voorgesteld.

De inrichtingen voor bejaarde personen nemen zelf de beslissing om al dan niet met de in lid 1 bedoelde overeenkomst in te stemmen.

Enkel de inrichtingen voor bejaarde personen die met de overeenkomst instemmen genieten van de prijsverhoging bedoeld in artikel 410/2, onverminderd de artikelen 342 en volgende. ».

**Art. 10.** Artikel 342 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art. 342. In geval van nieuw bouwwerk, van verbouwingswerken van de inrichting voor bejaarde personen op dezelfde locatie, of van nieuw bouwwerk of renovatie op een andere locatie waarbij de plaatsen van de bestaande inrichting overgedragen worden, behouden de bewoners of de personen die voor de aanvang van de werken aanwezig waren een recht op de handhaving van de huisvestings- of opvangprijs die voor de aanvang van de werken gehanteerd was, zoals die vóór de verhuizing gefactureerd was, onverminderd een prijsverhoging toegelaten overeenkomstig artikel 359, 2°.

De huisvestings- of opvangovereenkomst gesloten na de aanvang van de werken zal duidelijk vermelden dat een nieuwe prijs na afloop van de werken gehanteerd kan worden.

Behoudens afwijking bepaald door de Regering, heeft een bewoner van kamer, indien hij moet verhuizen na een beslissing van de inrichting met betrekking tot zijn gezondheidstoestand, recht op de handhaving van de huisvestingsprijs. ».

**Art. 11.** Artikel 346 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, wordt aangevuld met paragraaf 4, luidend als volgt :

« § 4. Ten opzichte van de modaliteiten voor de bepaling van de quota bedoeld in paragraaf 1, lid 4, in paragraaf 2, lid 3, en in paragraaf 3, lid 3, kan de beheerder van een bepaalde sector, in de zin van artikel 345, 3°, zich verenigen met een beheerder van een andere sector in het kader van de oprichting van een nieuwe inrichting voor bejaarde personen, en hem het beheer toevertrouwen van plaatsen die in aanmerking komen voor een principeakkoord maar niet voor een werkingsvergunning door het sluiten van een partnerschapsovereenkomst.

Die mogelijkheid tot vereniging wordt georganiseerd onverminderd hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en met inachtneming van hoofdstuk IV van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de gemeentelijke vzw's.

Het sluiten van een partnerschapsovereenkomst veroorzaakt geen overdracht van plaatsen tussen quota van verschillende sectoren : de plaatsen worden binnen de verdeling van de quota behouden, afhankelijk van de sector waarvoor het principeakkoord toegekend is.

De Regering bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de toepassing van dit paragraaf, met name de minimale inhoud van de overeenkomst bedoeld in lid 3. ».

**Art. 12.** Artikel 348, § 1, van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Met betrekking tot punt 3° bepaalt de Regering de situaties en de voorwaarden waarin de overbrenging naar een andere locatie aangrenzende arrondissementen betreft, door bij te dragen aan de naleving van de programmering tussen de verschillende arrondissementen. ».

**Art. 13.** In artikel 349 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de decreten van 21 februari 2013 en van 20 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 2 wordt aangevuld met wat volgt :

« Betreffende punt 4° voorziet de Regering in specifieke modaliteiten voor de grensarrondissementen om rekening te houden met bewoners van aangrenzende landen. » ;

2° het wordt aangevuld met een lid 3, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt de voorrangscriteria in verband met de wachtlijst. Deze criteria hebben betrekking op :

1° de te licht uitgevoerde programmering binnen het arrondissement waarin de inrichting zich bevindt;

2° de datum van de aanvraag;

3° de sector van de inrichting. ».

**Art. 14.** Artikel 351 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 351. Het door de Regering gegeven principeakkoord is niet meer van kracht als de werkingsvergunning niet binnen vijf jaar verleend is.

De Regering bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten waarin er van lid 1 afgeweken wordt. ».

**Art. 15.** Artikel 359, 10°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« f) de bepalingen met het oog op het respect voor het relationele, affectieve en seksuele leven van de bewoners, ongeacht hun seksuele geaardheid of hun geslachtsidentiteit. ».

**Art. 16.** Het artikel 360 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 21 februari 2013, wordt aangevuld met de woorden « of met ernstige cognitieve stoornissen of als dement gediagnosticeerd ».

**Art. 17.** In artikel 365 van hetzelfde Wetboek wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« Om de drie jaar stelt de beheerder van een inrichting voor bejaarde personen een verslag op, omtrent de kwaliteit van de dienstverlening, zorgverlening, omkadering en infrastructuur, hygiënemaatregelen, het levensproject, de begeleiding van de bewoners en de poging om de praktijken voortdurend te verbeteren. ».

### HOOFDSTUK III. — *Bepaling met betrekking tot de regeling voor de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen*

**Art. 18.** In artikel 380, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt het eerste streepje opgeheven.

**Art. 19.** In artikel 383 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « aan het advies van de « Commission wallonne des aînés » bedoeld in boek I van deel I van dit Wetboek onderworpen. Het wordt vervolgens » opgeheven;

2° in het tweede lid, 4°, worden de woorden « in samenwerking met de « Commission wallonne des aînés » bedoeld in boek I van deel I van dit Wetboek » opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling met betrekking tot de centra voor gemeenschappelijke diensten*

**Art. 20.** In artikel 400, 2°, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord "393" vervangen door het woord "394".

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen met betrekking tot de huurprijs van de kamer van toepassing bij de opvang- en huisvestingsinrichtingen voor bejaarde personen*

**Art. 21.** In Boek V van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt een Titel VI ingevoegd : « Huurprijs van de kamer van toepassing bij de opvang- en huisvestingsinrichtingen voor bejaarde personen ».

**Art. 22.** In Titel VI, toegevoegd bij artikel 20, wordt een artikel 410/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 410/1. In de zin van deze Titel wordt verstaan onder :

- 1° het rusthuis : de inrichting bedoeld in artikel 334, 2°, a);
- 2° het rust- en verzorgingshuis : de inrichting bedoeld in artikel 334, 2°, b);
- 3° het dagopvangcentrum : de inrichting bedoeld in artikel 334, 2°, d);
- 4° het centrum voor dagverzorging : de inrichting bedoeld in artikel 334, 2°, f);
- 5° het kortstondig verblijf : het verblijf bedoeld in artikel 334, 2°, g);
- 6° de opvang- en huisvestingsinrichting voor bejaarde personen : een rusthuis, een rust- en verzorgingshuis, ook voor het kortstondig verblijf, een dagopvangcentrum of een centrum voor dagverzorging;
- 7° de bouw : de bouw van een opvang- en huisvestingsinrichting voor bejaarde personen met altijd een ruwbouw;
- 8° de uitbreiding : de nieuwe bouw aangrenzend aan een bestaande opvang- en huisvestingsinrichting voor bejaarde personen waarmee ze een functioneel geheel vormt die een enig beheer garandeert;
- 9° de verbouwing : elke materiële tussenkomst, behalve de uitbreiding en de wegens slijtage nodige vervangingswerken, tot verbetering of renovatie van een bestaand gebouw of een gebouw dat een functionele bestemming zou kunnen krijgen als inrichting voor de huisvesting en de opvang van bejaarde personen ;
- 10° de herconditionering : de aanpassing van de infrastructuur van een bestaande opvang- en huisvestingsinrichting voor bejaarde personen, zodat deze voldoet aan de normen bepaald voor de bestemming ervan;
- 11° de reconversie : de aanpassing van de infrastructuur van een bestaande inrichting, zodat deze voldoet aan de normen die van kracht zijn inzake de opvang en huisvesting van bejaarde personen;
- 12° de juiste prijs : de theoretische nieuwwaarde van de wederopbouw van de infrastructuur van de opvang- en huisvestingsinrichting, geground op het profiel van elke inrichting, en geraamd exclusief BTW, algemene kosten, vooruitbatings- en financieringskosten;
- 13° de huurprijs van de kamer : de factureringcapaciteit die zestig procent van de tegemoetkoming van de bewoner in de opbouw-, wederopbouw-, uitbreidings-, verbouwings-, herconditionerings- en reconversiekosten, van het materiaal en de uitrustingen, en de desbetreffende financieringskosten theoretisch dekt, voor de rusthuizen, rust- en verzorgingshuizen en dagverzorgingscentra die deel uitmaken van de bouwplannen bedoeld in artikel 410/12. ».

**Art. 23.** In dezelfde Titel VI wordt een artikel 410/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 410/2. Onverminderd de toepassing van artikel 43/7, lid 1, 4°, mogen de opvang- en huisvestingsinrichtingen een huurprijs voor de kamer factureren aan de bewoners.

Deze huurprijs is ten laste van de Waalse verzekeringsinstellingen, overeenkomstig de voorwaarden en modaliteiten bepaald door en krachtens deze Titel. ».

**Art. 24.** In dezelfde Titel VI wordt een artikel 410/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 410/3. De opvang- en huisvestingsinrichting die toestemming vraagt om de in artikel 410/2 bedoelde kamerhuurprijs te factureren, voldoet aan de volgende voorwaarden zolang het deze huurprijs factureert :

- 1° instemmen met de overeenkomst opgesteld krachtens artikel 341/1, en ondertekend binnen de Commissie « Opvang en huisvesting van bejaarde personen » bedoeld in artikel 15;
- 2° een volume en een kwaliteit van de werkgelegenheid, alsook een omkaderingscijfer waarvan de drempel door de Regering bepaald wordt, behalen en behouden;
- 3° de sociale mix bevorderen binnen de opvang- en huisvestingsinrichting;
- 4° een diversiteit van minstens drie regelingen aanbieden onder de volgende : het rusthuis, het rust- en verzorgingshuis, de eenheid aangepast aan gedesoriënteerde personen, het kortstondig verblijf, het dagopvangcentrum, het centrum voor dagverzorging, de serviceflat of elke aanvullende regeling bepaald door de Regering.

De Regering bepaalt de criteria bedoeld in dit artikel en de toepassingsmodaliteiten ervan. ».

**Art. 25.** In dezelfde Titel VI wordt een artikel 410/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 410/4. De huurprijs van de kamer bedoeld in artikel 410/3 bestaat uit drie delen die forfaitair berekend worden :

- 1° de bouwkostprijs die de theoretische financiering van de lasten gebonden aan de opbouw-, wederopbouwwerken, uitbreidingen, verbouwingen, herconditioneringen en reconversies beoogt;
- 2° de prijs van het materiaal en de uitrustingen die de theoretische financiering van de lasten gebonden aan de aankoop van uitrustingen beoogt;
- 3° de prijs van de kosten gebonden aan de vooruitbating en de financiële lasten gebonden aan de verschillende delen van de prijs die voorgefinancierd moeten worden volgens verschillende levenscycli naar gelang van de gedeelten bedoeld in 1° en 2°. ».

**Art. 26.** In dezelfde Titel VI wordt een artikel 410/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 410/5. De huurprijs van de kamer wordt jaarlijks door de Regering berekend en vastgelegd op grond van de juiste prijs van elke opvang- en huisvestingsinrichting, bepaald overeenkomstig artikel 410/6.

De volgende beginselen zijn van toepassing op de berekening van de huurprijs :

- 1° de berekeningsregels en de toepassing van die regels zijn gelijk voor het geheel van de opvang- en huisvestingsinrichtingen;
- 2° het resultaat van de berekening wordt geïndividualiseerd voor elke opvang- en huisvestingsinrichting om rekening te houden met zijn profiel dat vanuit de juiste prijs bepaald wordt. ».

**Art. 27.** In dezelfde Titel VI wordt een artikel 410/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 410/6. § 1. De Regering bepaalt de juiste prijs die overeenstemt met een maximum aantal vierkante meters en met maximale kosten per vierkante meter die gefactureerd kunnen worden.

De Regering bepaalt de wijze van berekening en aanpassing van de juiste prijs met inachtneming van de volgende elementen waarop het profiel van de opvang- en huisvestingsinrichting berust :

- 1° het aantal plaatsen in rusthuis en in rust- en verzorgingshuis;
- 2° het aantal plaatsen in opvangcentra en dagverzorgingscentra;
- 3° het aantal plaatsen in eenheden aangepast aan gedesorïënteerde personen;
- 4° het aantal plaatsen in korstondig verblijf.

§ 2. De Regering bepaalt een prijs per vierkante meter en een aantal vierkante meters die gefactureerd kunnen worden. Ze bepaalt ook de modaliteiten voor de indexerings van de juiste prijs. ».

**Art. 28.** In dezelfde Titel VI wordt een artikel 410/7 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 410/7. Voor elke opvang- en huisvestingsinrichting stemt het gedeelte betreffende de bouwkostprijs, zoals bedoeld in artikel 410/4, eerste lid, 1°, overeen met 2 % van de maximale kosten per vierkante meter voor elke gedeelte, bepaald overeenkomstig de in artikel 410/6 bedoelde juiste prijs, vermenigvuldigd door het aantal vierkante meters gekozen voor de opvang- en huisvestingsinrichting in het kader van de opeenvolgende opbouwplannen bepaald door de Regering krachtens artikel 410/12.

De aldus bepaalde prijs wordt verhoogd met de bedragen overeenstemmend met het vigerende BTW-percentage voor de opbouwwerken en de algemene kosten die forfaitair op 10 % vastgelegd worden. ».

**Art. 29.** In dezelfde Titel VI wordt een artikel 410/8 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 410/8. Voor elke opvang- en huisvestingsinrichting stemt het gedeelte betreffende de prijs van het materiaal en van de uitrustingen, zoals bedoeld in artikel 410/4, eerste lid, 2°, overeen met 0,9 % van de maximale kosten per vierkante meter, bepaald overeenkomstig de juiste prijs, voor het gedeelte betreffende de in artikel 410/6 bedoelde opbouw van de gebouwen, vermenigvuldigd door het aantal vierkante meters gekozen voor de opvang- en huisvestingsinrichting in het kader van de opeenvolgende opbouwplannen bepaald door de Regering krachtens artikel 410/12.

Die prijs wordt verhoogd met de bedragen overeenstemmend met het vigerende BTW-percentage en de algemene kosten die forfaitair op 5 % worden vastgelegd. ».

**Art. 30.** In dezelfde Titel VI wordt een artikel 410/9 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 410/9. Het gedeelte betreffende de prijs van de kosten gebonden aan de vooruitbating en de financiële lasten bedoeld in artikel 410/4, eerste lid, 3°, wordt op forfaitaire basis berekend en schommelt naar gelang van elk gedeelte bedoeld in artikel 410/4, eerste lid, 1° en 2°. ».

**Art. 31.** In dezelfde Titel VI wordt een artikel 410/10 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 410/10. De Regering bepaalt de berekeningsmethode van de verschillende delen van de huurprijs van de kamer in opvang- en huisvestingsinrichtingen bedoeld in artikelen 410/4 tot 410/9. »

**Art. 32.** In dezelfde Titel VI wordt een artikel 410/11 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 410/11. De huurprijs zoals berekend overeenkomstig artikelen 410/7 tot 410/10 wordt gedeeld om een factureerbare prijs voor een dag opvang of huisvesting van bejaarde personen in de opvang- en huisvestingsinrichtingen, zoals bepaald in artikel 410/2, te berekenen.

De Regering bepaalt de berekeningsmodaliteiten van de in het vorige lid bedoelde deler rekening houdende met de volgende elementen :

- 1° het aantal dagen doorgebracht in huisvesting ten opzichte van het aantal plaatsen, in functie van de categorieën van plaatsen;
- 2° het aantal dagen doorgebracht in een dagcentrum, in functie van het type plaats in het dagcentrum : opvang of verzorging.

De deler wordt berekend op basis van de laatste elementen gekend door het Agentschap. De Regering voorziet in specifieke regels en in de aanpassingsperiodiciteit(en) van de deler. ».

**Art. 33.** In dezelfde Titel VI wordt een artikel 410/12 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 410/12. § 1. De opeenvolgende opbouwplannen die om de twee jaar door de Regering bepaald worden, beogen de indiening in het opbouwplan, voor elke kandidaat-opvang- en huisvestingsinrichting, van :

- 1° de vierkante meters betreffende de overeenkomstig artikel 410/7 berekende bouwkostprijs voor elk gedeelte bedoeld in artikel 410/6;
- 2° de overeenkomstig artikel 410/8 berekende prijs van het materiaal en van de uitrustingen;
- 3° de prijs van de kosten gebonden aan de vooruitbating en de financiële lasten gebonden aan de verschillende delen van de prijs die voorgefinancierd moeten worden, berekend krachtens artikel 410/9, voor de gedeelten van de prijs bedoeld in artikel 410/4.

§ 2. De Regering bepaalt de inhoud en de modaliteiten van overmaking van de investeringsprogramma's van de opvang- en huisvestingsinrichtingen die de opnemings van de berekening van de in paragraaf 1 bedoelde verhuurde gedeelten vragen. Op voorstel van de Minister van Gezondheid bepaalt ze de prioritaire selectiecriteria voor de opnemings van de investeringsprogramma's in de opbouwplannen.

Voor de indiening van de opbouwplannen kan de Regering rekening houden met de ouderdomsgraad van de gebouwen en met de bedragen die reeds door de overheid ten laste worden genomen.

Onder ouderdom wordt verstaan de slijtage- of verslechteringsstaat te wijten aan de tijd of het normale gebruik van de materialen en uitrustings-elementen van de opvang- en huisvestingsinrichting.

Onder ouderdomsgraad wordt verstaan de verhouding tussen de residuele boekhoudwaarde en de boekhoudwaarde van de aankoop.

De investeringsprogramma's voldoen aan de voorschriften van dit Wetboek met betrekking tot de verplichtingen waaraan de opvang- en huisvestingsinrichtingen voor bejaarde personen moeten voldoen.

§ 3. Elke opvang- en huisvestingsinrichting voor bejaarde personen die een project indient, voor zover het in het kader van het opbouwplan in aanmerking genomen wordt, krijgt een maximum aantal vierkante meters die gefactureerd kunnen worden alsook een meerjarenplanning van inachtneming van die factureringcapaciteit van de in paragraaf 1 bedoelde gedeelten van de prijs.

§ 4. Elke opvang- en huisvestingsinrichting voor bejaarde personen is verplicht de staat van zijn infrastructuur te registreren in een gewestelijk kadaster, waarvan de modaliteiten door de Regering vastgesteld worden. ».

**Art. 34.** In dezelfde Titel VI wordt een artikel 410/13 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 410/13. De financiële stromen voortgebracht door of krachtens deze Titel maken het voorwerp uit van een financiële monitoring door de financiële en budgettaire Monitoringsraad van het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles » (Waals Agentschap Voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen), opgericht bij artikelen 6 en 6/1. ».

#### HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 35.** De Regering bepaalt de datum waarop Titel V van Boek V van het tweede deel van het Waalse Wetboek voor Sociale Actie en Gezondheid opgeheven wordt.

Er kan geen nieuwe aanvraag steunend op de bepalingen van Titel V van Boek V van het tweede deel van het Waalse wetboek voor Sociale Actie en Gezondheid kan op geldige wijze na de inwerkingtreding van dit decreet ingediend worden.

**Art. 36.** § 1. De opvang- en huisvestingsinrichtingen voor bejaarde personen die bij de inwerkingtreding van dit decreet in het bezit van een werkingsvergunning zijn, beschikken over een periode van tien jaar om artikel 5, a), in acht te nemen.

§ 2. In afwachting van de goedkeuring van de in artikel 9 bedoelde overeenkomst wordt er een prijs toegepast, die de prijs ten laste van de bewoner alsook de toeslagen die tot twintig procent van de basisprijs beperkt zijn inhouden, in afwijking van artikelen 9 en 24.

In de volgende gevallen start de controle door het Agentschap met betrekking tot de eerste geïndividualiseerde prijs en tot de naleving van de in lid 1 bedoelde prijs :

- 1° de opening van een nieuwe opvang- en huisvestingsinrichting voor bejaarde personen;
- 2° een uitbreiding van een bestaande opvang- en huisvestingsinrichting voor bejaarde personen;
- 3° een grondige gedeeltelijke of volledige renovatie van een opvang- en huisvestingsinrichting voor bejaarde personen.

**Art. 37.** Drie jaar na de inwerkingtreding van dit decreet gaat de Regering over tot een evaluatie ervan.

De Regering maakt het verslag van deze evaluatie ter informatie aan het Parlement over.

**Art. 38.** Het eerste opbouwplan, in de zin van artikel 410/12 van het Wetboek, ingevoegd bij artikel 33 van dit decreet, wordt op een door de Regering bepaalde datum en ten vroegste op 1 januari 2020 vastgelegd.

**Art. 39.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 februari 2019.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,  
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,  
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed  
en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,  
V. DE BUE

—————  
Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1244 (2018-2019) Nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, plenaire zitting van 13 februari 2019.

Bespreking.

Stemming.